

# L'usage du numérique à la portée des demandeurs d'emploi



Signature de la convention en présence notamment de Nao le robot humanoïde.  
(Photos A.B.)

Marie-José Perez la directrice de l'agence Pôle emploi du Cannet Cœur du Var, et Pascal Verrelle maire du Luc, viennent de signer une convention de partenariat à bord du camion numérique de la MAIF, ayant fait escale trois jours au Luc.

La présente convention a pour objectif de définir les relations de partenariat entre l'espace Cyber base et l'agence Pôle emploi en déclinant des niveaux de

coopération définis au bénéfice des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sur le territoire. Chacun s'engage, entre autres, à informer et orienter des personnes en recherche d'emploi vers la structure partenaire. Il est également prévu la co-animation d'ateliers sur la recherche d'emploi et la tenue de comités de pilotage pour faire le point sur l'évolution des offres de service.

« Pôle emploi poursuit sa transfor-



Des agents Pôle emploi ont pu tester une animation en 3D.

mation numérique avec pour objectif de faciliter les relations entre nous et les demandeurs d'emploi et les entreprises », observe ainsi Marie-José Perez. « Par l'offre de service digitale de Pôle emploi, les demandeurs d'emploi peuvent réaliser pratiquement tous les actes en lien avec leur dossier ou bien leur offre d'emploi pour les entre-

prises. Nous proposons également pour des demandeurs d'emploi volontaires des entretiens en visio-conférence, ce qui permet de limiter des déplacements. Toutefois, nous avons également comme mission d'accompagner ceux qui sont plus éloignés de l'utilisation de ces outils digitaux, d'où ce partenariat actif avec la Cyber base du

Luc. Nous avons conjointement conçu un parcours d'initiation numérique intégrant en fin de parcours les services Pôle emploi. Ce partenariat actif et utile pour les demandeurs d'emploi se traduit aujourd'hui par la signature d'une convention de partenariat pour une durée de 3 ans ».

A.B.

## De nouveaux projets pour le syndicat des eaux de la source d'Entraigues

Le comité syndical de la SAE d'eau de la source d'Entraigues s'est réuni en mairie de Saint-Antonin la semaine passée. Après avoir été reçu par Serge Baldecchi le maire de Saint-Antonin, le président Jean-Luc Longour a ouvert la séance. Plusieurs points ont été développés par le directeur du syndicat Pierre Souville.

### Délégation de maîtrise d'ouvrage

Le syndicat est maître d'ouvrage de 70 km de réseaux permettant l'adduction d'eaux vers les communes adhérentes. Il conviendrait de remplacer une canalisation vieillissante d'adduction d'eau sur Taradeau.

Par ailleurs, le Département du Var engage des travaux de réfection le long de la RD10. Les élus communautaires ont délibéré pour formaliser la mutualisation entre le syndicat et le Département sur une tranche unique de travaux. Le coût total de l'aménagement est estimé à



Le comité syndical reçu par Serge Baldecchi le maire de Saint-Antonin.  
(Photo A.B.)

425000 euros HT répartis comme suit : Département : 384000 euros- Commune de Taradeau : 25000 euros- SAE : 16000 euros. Par ailleurs les collectivités de Taradeau et du SAE conviennent de se regrouper pour l'achat et la livraison des canalisations.

### Renforcement Hydraulique de l'usine d'Entraigues

L'analyse des consommations des dernières années implique l'augmentation de la capacité du débit de pompage ouest qui dessert les réseaux à l'aval des réservoirs du Vieux Cannet.

Il a été décidé de renforcer la ligne de production par l'installation d'un groupe multicellulaire supplémentaire. Suite à l'appel d'offres le marché a été attribué au groupement EIFFAGE/CES pour un montant de 22 671 euros Hors Taxes.

### Recherche de nouvelle ressource

Un marché de maîtrise d'œuvre pour la prospection par forage d'une nouvelle ressource en eau a été lancé. Les études faites suite à l'effondrement de l'arche naturelle en mars 2018 laissent envisa-

ger des risques relatifs à la continuité du service d'eau potable de la branche dite « Ouest ». Plusieurs solutions techniques sont envisageables à moyen terme comme la construction d'une usine et des forages associés sur la rive droite de l'Argens sur la commune du Cannet-des-Maures. En amont de cette construction, plusieurs points sont à éclaircir notamment l'acquisition d'un terrain, la disponibilité de la ressource et l'étude environnementale relatif à l'impact du projet. Sur ce sujet les conseillers syndicaux ont approuvé le lancement d'un marché de maîtrises d'œuvre incluant l'ensemble des études techniques préalables, réglementaires et environnementales ainsi que la rédaction des cahiers des charges nécessaires à l'implantation des forages de reconnaissance. Le montant total de cette mission est estimé à 60 000 euros HT.

A. B.